

11^e forum des peuples Mali Siby 2015

Dés et Enjeux Sécuritaires au
Mali: positionnement et propositions
d'actions des OSC

Samedi , 05 Décembre 2015

Aboubacar Diallo (ARGA)

Plan de Présentation :

- I. Introduction
- II. Etat des lieux des défis sécuritaires
- III. Focus sur la problématique des APLC
- IV. Focus sur les conférences communautaires
- V. Aperçu sur la RSS
- VI. Éléments de proposition

I. Introduction

Depuis leur accession à l'indépendance les Etats en Afrique font face à une insécurité du fait des interférences récurrentes des armées dans la vie politiques de ces Etats et qui au fil des années ont fini par sonner le glas de la démocratie et pire contribué à l'extrême fragilité de ces Etats

Le contexte généralisé d'insécurité ces pays apparaissent de plus en plus désemparés et qui ne doivent leur salut et relative sécurité qu'à travers les interventions étrangères aussi bien militairement que dans la réforme du secteur de la sécurité.

- La mise à l'écart de la société Civile du débat sur la sécurité et surtout au Mali participe en partie aux impasses sécuritaires du moments.
- Aujourd'hui la crise de par sa profondeur et de par le traumatisme qu'elle a pu causer sur les institutions de la république et sur la société malienne, a créé une opportunité historique de remise en question totale de l'approche institutionnelle, politique et sociale des problématiques sécuritaires dans le pays.
- En effet, la conception d'un projet de refondation de la gouvernance sécuritaire du pays, doit être un processus articulé aux défis, du local au national, inspiré des propositions et des expériences des acteurs et adossée à des politiques de défense adaptées.

I. Introduction

- **Quels sont les acteurs stratégiques ?** La société civile peut ressembler à une grande nébuleuse, tant les organisations qui la composent ou qui s'en réclament, sont nombreuses et différentes de par leur nature, leur histoire, leurs préoccupations, leurs modes d'intervention. Or la question de la sécurité renvoie, elle aussi à des réalités différentes, à des jeux d'acteurs différents, selon les échelles de territoire (sous-régional, national, régional, local). Une bonne identification des acteurs de la société civile les plus stratégiques — ceux capables de réunir légitimité et efficacité — est nécessaire.
-
- **Quelles sont les échelles pertinentes d'intervention des OSC ?** Si les besoins de sécurité sont les mêmes pour tous les citoyens sur tout le territoire national, les risques ne sont pas de même nature, partout, et leur traitement ne requiert pas les mêmes exigences de participation des OSC. Est-ce qu'il y a des échelles de territoire privilégiées d'intervention des OSC ?
-
- **Selon quelles modalités, engager la participation des OSC ?** La participation peut demeurer juste un slogan, sans effet, si des modalités opératoires ne sont définies pour la rendre effective. Quelles sont les modalités de participation des OSC les plus efficaces, selon les catégories d'acteurs, les échelles de territoire, les besoins précis de sécurité ? de quelles ressources a besoin cette participation, pour être effective et efficace.

II. Etat des lieux des défis sécuritaires

2.1. L'ENVIRONNEMENT SECURITAIRE DU MALI

- L'Afrique, continent traditionnellement instable ;
- Les conflits intra et intercommunautaires ;
- Les conflits d'intérêt et de leadership ;
- Les conflits relationnels entre droit coutumier et droit positif ;
- Les conflits religieux ;
- La délinquance économique et financière ;
- La criminalité transfrontalière et transnationale ;
- La mauvaise gouvernance des affaires publiques (le poids de la dette, la lutte pour le pouvoir, le mal développement et le chômage).

II. Etat des lieux des défis sécuritaires

2.2. LES MENACES

- Le grand banditisme ;
- L'intolérance religieuse ;
- La circulation anarchique des armes ;
- Les conflits intercommunautaires ;
- Le banditisme résiduel ;
- La non maîtrise des flux migratoires ;
- La violence dans l'espace scolaire et universitaire ;
- L'insécurité routière ;
- Les catastrophes naturelles ;
- Les menaces contre l'aviation civile.

II. Etat des lieux des défis sécuritaires

2.3. LES VULNERABILITES

- L'indifférence des citoyens face à la criminalité grandissante ;
- Le problème des ressources humaines ;
- Le sous équipement des forces ;
- L'insécurité liée aux criminalités nouvelles ;
- La problématique du cadre de coordination des forces de sécurité ;
- La problématique d'un cadre institutionnel de concertation et d'harmonisation des actions de sécurité.

III. Focus sur la problématique des ALPC

Jadis (avant la crise actuelle), la prolifération des ALPC avait pour sources et formes :

- Le trafic d'armes résiduelles des anciens pays de conflits à nos frontières et qui, comme un système de vase communicant transvasaient leurs armes au Mali à travers des réseaux de trafiquants (commercial) ;
- Les armes soustraites de nos stocks nationaux d'armes par des éléments indélégitimes ;
- Des armes distribuées par l'Etat à certaines communautés au profit de leurs groupes d'autodéfense lors des rébellions passées et qui n'ont pas été récupérées ;
- Des désertions pour des raisons diverses d'ex-combattants intégrés avec soustractions d'armes ;
- La fabrication et la vente incontrôlée d'armes de fabrication artisanale et qui alimentent le banditisme urbain dans principalement les régions du centre et du sud du pays.

III. Focus sur la problématique des ALPC

Les armes actuellement concentrées dans les régions du nord proviennent de plusieurs sources :

- Certes les armes accumulées pour servir à sécuriser et contrôler les activités d'économie criminelle se sont intensifiées par le recyclage des revenus de ce trafic dans l'achat d'armes plus perfectionnées et plus sophistiquées ;
- Les troupes de l'armée malienne qui abandonnaient des quantités immenses d'armes et de munitions dans leurs « **replis stratégiques** », aux mains des populations, lesquelles, consciemment ou inconsciemment s'en appropriaient, parfois sans savoir réellement qu'en faire.
- Les ex-combattants revenant de la Lybie, avec comme uniques bagages des cargaisons d'armes et de munitions que le pouvoir en place a naïvement laissé entrer sur le territoire (environ 50 tonnes d'armes et de munitions des dernières générations de l'armement de combat).
- Les armes abandonnées par les groupes rebelles à Gao après l'attaque de la ville par les éléments du MUJAO ;
- Les armes abandonnées par les djihadistes défaits après l'attaque de Konna et la suite de la libération des autres zones occupées des régions du nord du pays.

III. Focus sur la problématique des ALPC

Les populations des régions du nord du pays sont aujourd'hui en face de trois types de menaces :

- Les djihadistes, narcotrafiquants, dispersés dans la nature et qui tentent de se reconstituer. Ils considèrent les populations locales comme des potentiels informateurs, donc des ennemis potentiels. Ils sont aussi armés et constituent alors des menaces;
- Les simples bandits de grands chemins qui, avec la disponibilité d'armes de tout genre n'hésitent pas à s'en servir pour attaquer et braquer les communautés ;
- Les armes de tout genre abandonnées, enfouies sous terre et même parfois exposées à l'air libre dans les champs, les habitations abandonnées, les bords de pistes, les anciens lieux de cantonnement, etc., bref partout et sans indications ni avertissements;
- Ces armes dont parfois des explosifs de tous genres constituent des menaces fortes pour la sécurité des populations et de tous. Elles remettent même en cause les activités productives dans ces zones (agriculture, élevage et pêche).

IV. Focus sur les conflits communautaires

Globalement, les conflits communautaires rencontrés au Mali peuvent être regroupés en 06 grandes catégories dans les régions et les zones agro-écologiques ou socioculturelles du pays :

- les conflits liés à la gestion et à l'utilisation des ressources naturelles ;
- les conflits de leadership communautaire ;
- les conflits liés aux modes de désignation des chefs et conseils de village par les populations locales ;
- les conflits sociaux liés aux relations anciennes entre maîtres et dépendants ;
- les conflits liés au découpage territorial nés de la mise en œuvre de la décentralisation ;
- les conflits religieux marqués par des oppositions et antagonismes entre sectes et/ou courants de pensées.

Les conflits communautaires se sont transportés sur le terrain des enjeux et défis sécuritaires. Cela interpelle tous les acteurs sociopolitiques. Le phénomène a pris une autre tournure avec l'infiltration de groupes armés dans la région du delta central du Niger (Zone du Macina située géographiquement et historiquement dans la région de Mopti) qui attaquent des villages et sèment la terreur dans diverses localités.

V. Aperçu sur la RSS au Mali

- **La loi N°2014-0609/P-PRM du 14 août 2014 portant création du Conseil National de la Réforme du secteur de la Sécurité au Mali.**
- **Loi d'orientation et de programmation militaire.**

Stratégies des acteurs :

- Stratégie de l'Union Africaine-MISAHEL (Politique),
- Stratégie de l'Union Européenne (Sécurité/ Développement),
- Stratégie des USA (Lutte contre le terrorisme)
- Stratégie UN (des 3D : associant « défense – développement – démocratie »).

V. Aperçu sur la RSS au Mali

Éléments de positionnement de la société civile sur la RSS

- Faire un plaidoyer de plus en plus accru pour le renforcement budgétaire et l'équipement des forces de défense et de sécurité (FDS) malienne ;
- Faire un plaidoyer pour assainir le processus de recrutement des FDS et une meilleure formation des militaires à la diversité et à la complexité des menaces sécuritaires dans les pays ;
- L'ambition de voir s'opérer des transformations qualitatives aux forces armées et de sécurité ;
- La systématisation des interventions des acteurs de la société civile dans le secteur de la sécurité dans la perspective de la contribution démocratique ;
- La prise en compte du genre dans la mise en œuvre de la RSS et l'articulation de la réforme sur les questions de sécurité humaine.

VI. Eléments de propositions

6.1. LUTTER CONTRE LA PROLIFERATION DES ARMES LEGERES DANS UN CONTEXTE DE GOUVERNANCE DE LA SECURITE

- Mettre en place des initiatives inclusives des communautés pour la récupération des armes ;
- Construire des stratégies publiques efficaces en vue de constituer des alternatives à l'économie de production des armes artisanales ;
- Encourager et soutenir l'application de la Convention CEDEAO en matière de lutte contre la prolifération des armes légères.

VI. Eléments de propositions

6.2. RENFORCER LA PLACE DES ACTEURS POUR UNE GOUVERNANCE DEMOCRATIQUE DE LA SECURITE

- Encourager et soutenir l'Assemblée Nationale pour qu'elle puisse jouer un rôle dynamique, en interpellant régulièrement le Gouvernement sur les défis de sécurité ;
- Construire des stratégies pour favoriser l'implication des communautés à la base aux différentes initiatives de promotion de la sécurité locale ;
- Favoriser la communication entre les chefs traditionnels et les élus locaux. (C'est une démarche plus pérenne pour des propositions et des débats francs que l'on ne trouvera certainement pas au niveau centrale) ;
- Favoriser l'implication de la jeunesse dans les instances de prise de décision sur la problématique liée à la gouvernance (la jeunesse est acteur de la paix, sujet d'enrôlement, un pilier de l'avenir du pays) ;
- Aller vers une sous régionalisation des stratégies en se référant aux pays tels que le Ghana, le Liberia, etc. ;
- Engager une réflexion sur des pratiques endogènes positives qui permettent à la société de s'autoréguler ;
- Renforcer le contrôle citoyen de la sécurité (il commence à partir de la famille, dans le quartier, à travers les OSC, etc.).

VI. Eléments de propositions

6.3. LUTTER CONTRE LE TERRORISME, LES MENACES DJIHADISTES DANS L'ESPACE SAHARO-SAHELIEN

- Faire des études pour comprendre d'où viennent les racines du mal. En ce qui concerne le cas particulier du Mali, il faut cerner toutes les dynamiques qui favorisent l'implantation des groupes armés terroristes dans le Nord du pays et essayer de comprendre les motivations réelles ainsi que les enjeux qui entourent ce choix pour eux;
- Construire des réponses publiques face à la montée de plus en plus croissante du risque de radicalisation et du poids des leaders religieux musulmans dans la sphère politique ;
- Lutter contre la corruption des hauts cadres au sommet de l'Etat et dans l'appareil militaire.

VI. Eléments de propositions

6.4. CONSTRUIRE UNE MEILLEURE COOPERATION SOUS REGIONALE ET INTERNATIONALE FACE AUX MENACES SECURITAIRES

- Construire des coopérations capables de contrôler l'espace géographique, en incluant la diversité des pays frontaliers : Niger, Burkina, Mauritanie, Côte d'Ivoire, Sénégal, Algérie, Maroc, Tchad, Nigéria, Libye ;
- Mettre en place des initiatives de gouvernance, qui prennent en compte la mobilité des populations au-delà des frontières des différents pays.

VI. Eléments de propositions

6.5. Veiller à la clarté des rôles des acteurs nationaux et internationaux,

6.6. Décrypter les sens, les signaux,

6.7. Alerter notamment sur la remise en cause des acquis,

6.8. Amener l'ensemble des acteurs à la redevabilité systématique (mutuelle, horizontale, verticale).

Merci de votre attention